

Précaution de lecture : cette fiche statistique est le reflet des valeurs observées en 2021 en matière de création d'entreprise. Une partie des évolutions annuelles constatées s'expliquent par un effet de base lié aux variations plus au moins fortes de la dynamique entrepreneuriale (à la baisse puis à la hausse) engendrées par la crise sanitaire en 2020 dans chaque territoire. Cette dynamique entrepreneuriale hors effet de crise est étudiée dans la note d'analyse annuelle.

Sommaire

1. Vue d'ensemble de la création d'entreprise	page 2
2. La création d'entreprise par secteur d'activité	page 3
3. La création d'entreprise par statut juridique	page 6
4. La création d'entreprise par taille et les emplois créés	page 7
5. Focus zones d'emploi	page 8
6. Focus communes	page 9
7. Focus quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)	page 10
8. Note méthodologique	page 11

La création d'entreprise dans le département en 2021 : principaux résultats

- 21 801 entreprises ont été créées dans le département de l'Essonne en 2021, soit 8 % des nouvelles entreprises de l'année de la région Île-de-France.
- La création d'entreprise a augmenté de + 11 % par rapport à 2020 dans l'Essonne, contre + 9 % en Île-de-France et + 21 % en France métropolitaine hors Île-de-France.
- Dans ce département, la dynamique entrepreneuriale a surtout été portée par les micro-entrepreneurs : + 12 % de créations chez les micro-entrepreneurs contre + 10 % pour les entreprises classiques en variation annuelle.
- Le département compte 168 créations pour 10 000 habitants, contre 225 en Île-de-France et 125 en France métropolitaine hors Île-de-France.
- A minima, 1 387 emplois ont été créés dans le département par les 444 nouvelles entreprises qui employaient au moins un salarié au démarrage de leur activité.
- Les 20 activités les plus prisées (en nombre de créations d'entreprises) représentent 59 % de la création totale d'entreprise du département. Les trois premières sont :
 - autres activités de poste et de courrier (5320Z) avec 3 418 créations (+ 5 %) ;
 - conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (7022Z) avec 1 673 créations (+ 10 %) ;
 - autres services personnels n.c.a. (9609Z) avec 787 créations (+ 68 %).
- Les 3 activités avec les plus fortes hausses du nombre de créations sont :
 - édition de journaux (5813Z) avec 34 créations (+ 1 600 %) ;
 - formation continue d'adultes (8559A) avec 181 créations (+ 302 %) ;
 - action sociale sans hébergement n.c.a. (8899B) avec 66 créations (+ 200 %).
- Aucune entreprise n'a été créée en Zones de revitalisation rurale (ZRR ; 0 % des créations du département), 796 en Zones d'aide à finalité régionale (AFR ; 4 %), 780 dans les Petites villes de demain (PVD ; 4 %) et 3 314 dans les communes Actions coeur de ville (ACV ; 15 %).
- Le taux de renouvellement des entreprises s'établit à 232 nouvelles immatriculations pour 1 000 entreprises existantes en 2019 (dernière année disponible). Il est de 200 en Île-de-France et de 177 en France métropolitaine hors Île-de-France.
- 2 015 établissements d'entreprise ont été créés dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) en 2019 (dernière année disponible), soit 10 % de la création totale d'établissement dans le secteur marchand non agricole du département (19 270).

Vue d'ensemble de la création d'entreprise

Principaux indicateurs du département, de sa région et de la France métrop. hors Île-de-France

Année 2021	Essonne	Île-de-France	France métropolitaine hors Île-de-France
Créations d'entreprises	21 801	275 206	694 175
Micro-entrepreneurs ^a	14 762	169 897	458 261
Entreprises classiques	7 039	105 309	235 914
Stock d'entreprises^b	94 055	1 376 403	3 926 570
Taux de renouvellement (‰) ^c	232	200	177
Évolution annuelle (%)			
Créations d'entreprises	+ 11,1	+ 9,3	+ 20,6
Micro-entrepreneurs ^a	+ 11,8	+ 4,7	+ 21,6
Entreprises classiques	+ 9,6	+ 17,6	+ 18,5
Création dans les territoires "aidés"			
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	0	153	92 482
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	796	7 747	179 547
Petites villes de demain (PVD)	780	3 887	67 446
Actions coeur de ville (ACV)	3 314	12 077	83 588
Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ^d	2 015	26 935	38 702
Création pour 10 000 habitants			
Toutes communes confondues	168	225	125
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	---	106	96
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	145	171	118
Petites villes de demain (PVD)	134	145	100
Actions coeur de ville (ACV)	190	186	127
Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ^d	134	172	112

a. Ex-régime de l'auto-entrepreneur créé en 2009 et modifié en 2014.

b. Les données relatives au stock d'entreprises de l'année A-2 étant publiées en juillet de l'année A, les dernières données en date sont celles pour 2019.

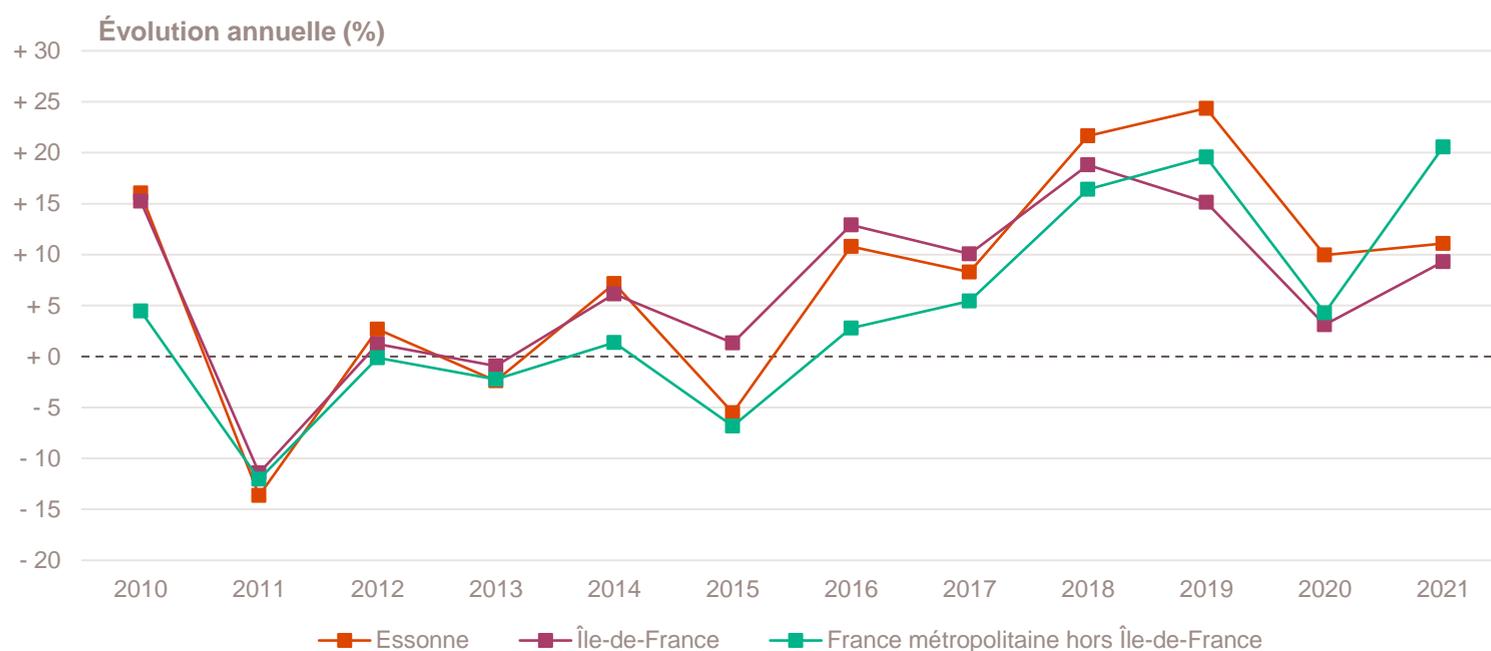
c. Le taux de renouvellement correspond au rapport pour mille (‰) du nombre de créations en 2021 sur le stock d'entreprises existantes à la fin 2019 (dernière année disponible) dans le champ marchand non agricole.

d. Les données de création en QPV concernent les établissements (Siret) contrairement aux autres indicateurs du document qui se basent sur l'entreprise (Siren). Elles portent sur l'année 2019 (dernière année disponible). Pour en savoir plus, se reporter à la méthodologie.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (données sur les QPV, RP, Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise depuis 2010



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par secteur d'activité

Principaux indicateurs de la création d'entreprise par secteur d'activité

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Taux de renouvellement (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)	Part des micro-entrepreneurs (%)
Activités secondaires	2 351	137	- 0,5	+ 2,9	43,1
Industrie	535	164	+ 9,2	+ 4,5	62,4
Construction	1 816	131	- 3,0	+ 2,5	37,4
Activités de type commerce	5 139	195	+ 7,8	+ 3,6	63,4
Commerce de détail	1 691	187	- 8,9	+ 2,3	61,4
Commerce de gros	727	161	+ 0,4	+ 5,0	63,8
Commerce de bouche ^a	54	89	+ 28,6	+ 4,5	22,2
Commerce et réparation automobiles	500	193	+ 13,1	+ 7,3	42,6
Hébergement	27	83	- 18,2	+ 8,8	48,1
Restauration	672	176	+ 7,2	+ 8,2	53,6
Services en direction des personnes	1 468	270	+ 40,5	+ 2,0	78,8
Activités de type services	14 311	285	+ 14,5	+ 9,3	73,3
Immobilier	689	208	+ 17,2	+ 10,0	56,6
Transports et entreposage	4 481	641	+ 4,3	+ 29,6	80,5
Activités scientifiques et techniques	3 563	289	+ 12,9	+ 6,2	77,8
Activités de soutien aux entreprises	1 280	226	+ 24,9	+ 4,0	60,1
Information et communication	1 423	285	+ 21,7	+ 5,1	69,5
Enseignement	1 144	319	+ 52,5	+ 5,1	89,1
Arts, spectacles et activités récréatives	571	188	+ 6,1	+ 6,4	70,6
Santé humaine et action sociale ^b	787	101	+ 18,5	+ 4,5	55,7
Activités financières et d'assurance	373	146	+ 21,9	+ 4,7	28,7
Activités des sociétés holding	56	45	+ 43,6	- 6,4	0,0
Total Essonne	21 801	232	+ 11,1	+ 6,6	67,7

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activités française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

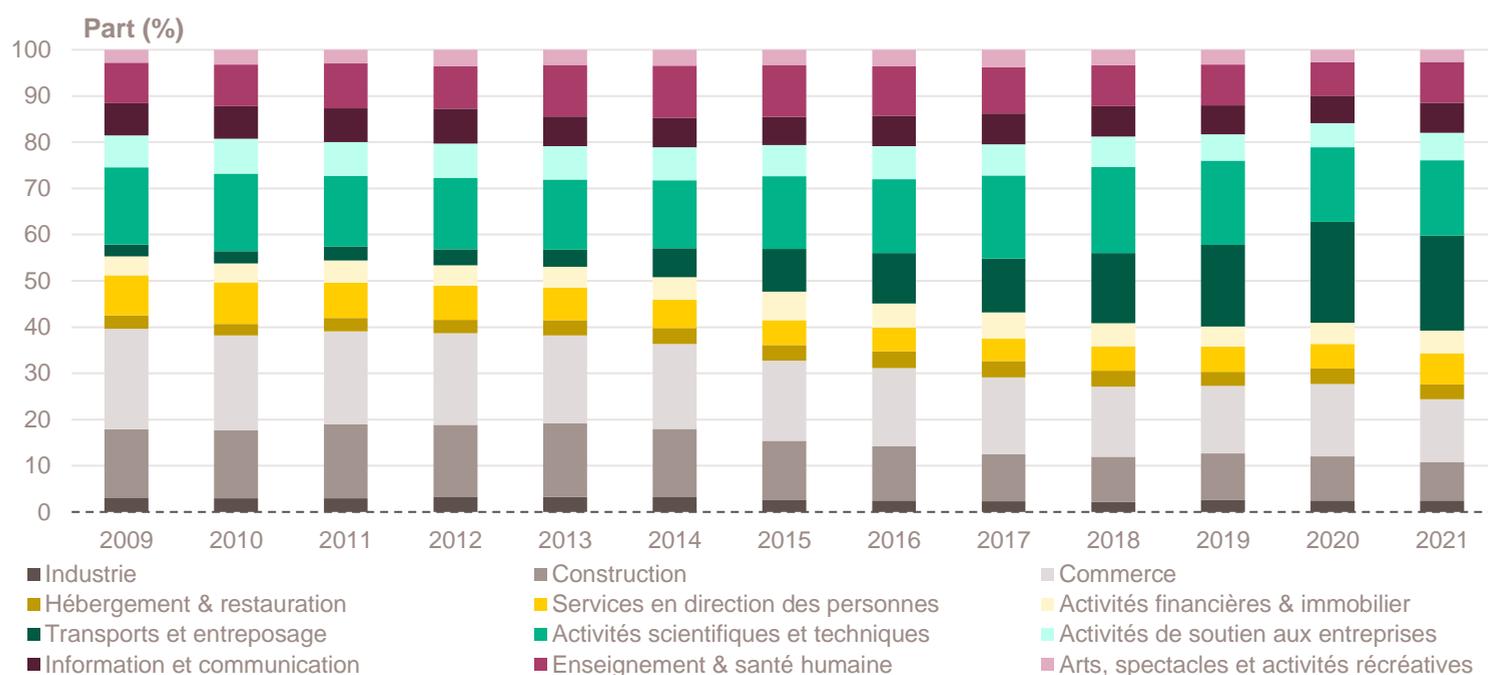
b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en 2021, 21 801 entreprises ont vu le jour dans l'Essonne, un nombre en hausse de + 11,1 % par rapport à 2020, pour une évolution annuelle moyenne de + 6,6 % entre 2009 et 2020. Le taux de renouvellement est le plus élevé dans le secteur transports et entreposage, avec 641 nouvelles entreprises en 2021 pour 1 000 entreprises existantes en 2019 dans ce secteur (232 sur l'ensemble du département, tous secteurs confondus).

Champ : Essonne, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

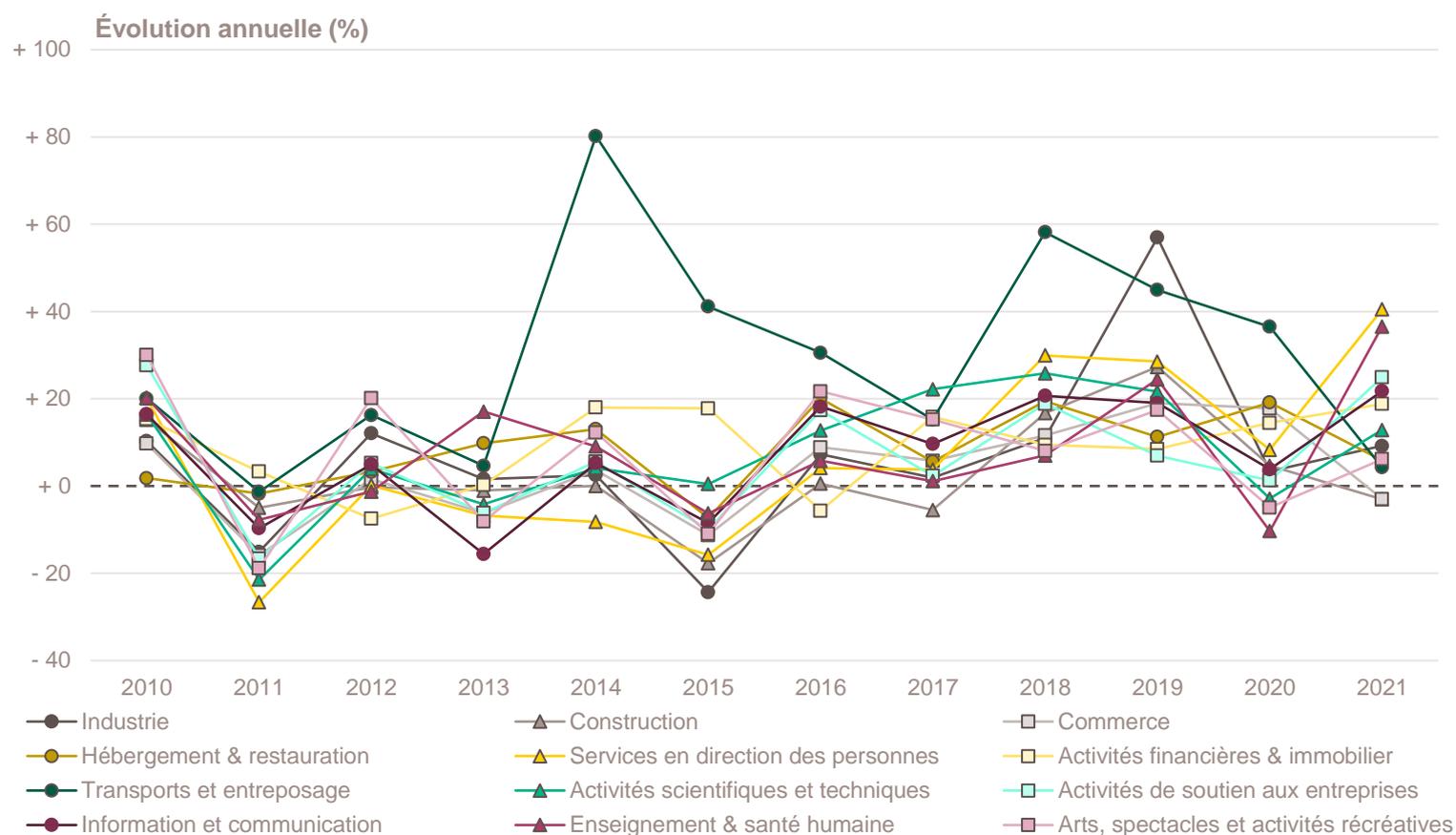
Création d'entreprise par secteur d'activité depuis 2009



Champ : Essonne, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise par secteur d'activité depuis 2010



Création d'entreprise par activité principale exercée (APE)

Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en 2021	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)
5320Z - Autres activités de poste et de courrier	3 418	+ 5,2	+ 78,3
7022Z - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	1 673	+ 9,7	+ 9,8
9609Z - Autres services personnels n.c.a.	787	+ 67,8	+ 3,4
4932Z - Transports de voyageurs par taxis	655	- 1,7	+ 23,2
5610C - Restauration de type rapide	512	+ 11,3	+ 13,8
8559B - Autres enseignements	485	+ 37,0	+ 14,9
6831Z - Agences immobilières	481	+ 19,4	+ 14,5
6201Z - Programmation informatique	467	+ 9,9	+ 8,7
7410Z - Activités spécialisées de design	442	+ 64,3	+ 2,2
6202A - Conseil en systèmes et logiciels informatiques	436	+ 51,9	+ 3,1
8121Z - Nettoyage courant des bâtiments	432	+ 27,4	+ 14,3
7021Z - Conseil en relations publiques et communication	431	+ 30,6	+ 13,1
4791B - Vente à distance sur catalogue spécialisé	430	+ 34,4	+ 7,3
4791A - Vente à distance sur catalogue général	412	- 25,8	+ 18,2
4619B - Autres intermédiaires du commerce en produits divers	375	- 7,2	+ 12,4
4321A - Travaux d'installation électrique dans tous locaux	327	- 1,8	+ 6,3
9602B - Soins de beauté	299	+ 23,0	+ 6,2
4511Z - Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	295	+ 17,5	+ 12,3
4399C - Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	279	+ 11,2	+ 0,6
7112B - Ingénierie, études techniques	277	+ 4,1	+ 2,5

Champ : Essonne, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en croissance du nombre de créations d'entreprises en 2021	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)
5813Z - Édition de journaux	34	+ 1 600,0	+ 7,2
8559A - Formation continue d'adultes	181	+ 302,2	- 14,2
8899B - Action sociale sans hébergement n.c.a.	66	+ 200,0	+ 10,6
4399D - Autres travaux spécialisés de construction	34	+ 126,7	- 8,9
9002Z - Activités de soutien au spectacle vivant	75	+ 102,7	- 0,5
8122Z - Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	62	+ 82,4	- 2,8
9604Z - Entretien corporel	76	+ 76,7	- 7,8
8560Z - Activités de soutien à l'enseignement	43	+ 72,0	+ 15,3
7711A - Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers	72	+ 71,4	+ 10,8
8542Z - Enseignement supérieur	66	+ 69,2	+ 0,0
9609Z - Autres services personnels n.c.a.	787	+ 67,8	+ 3,4
7410Z - Activités spécialisées de design	442	+ 64,3	+ 2,2
7430Z - Traduction et interprétation	108	+ 63,6	+ 2,0
1071C - Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	37	+ 60,9	+ 6,7
8551Z - Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	205	+ 60,2	+ 4,8
5814Z - Édition de revues et périodiques	126	+ 59,5	+ 29,4
7490A - Activité des économistes de la construction	52	+ 57,6	+ 1,3
3299Z - Autres activités manufacturières n.c.a.	43	+ 53,6	+ 5,1
8810A - Aide à domicile	61	+ 52,5	+ 10,3
6202A - Conseil en systèmes et logiciels informatiques	436	+ 51,9	+ 3,1

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, leur variance dans le temps peut être très forte. Pour ne pas biaiser le classement par ces données peu significatives, seules sont retenues les activités qui comptabilisent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours, soit 33 créations d'entreprises dans l'Essonne.

Champ : Essonne, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en décroissance du nombre de créations d'entreprises en 2021	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)
4711B - Commerce d'alimentation générale	63	- 46,2	+ 17,7
8219Z - Photocopie, prépa. de documents et autres activités de soutien de bureau	77	- 33,6	- 0,4
1413Z - Fabrication de vêtements de dessus	48	- 29,4	+ 15,6
7420Z - Activités photographiques	119	- 29,2	+ 9,1
5610A - Restauration traditionnelle	48	- 27,3	- 3,6
4339Z - Autres travaux de finition	56	- 26,3	- 2,3
4791A - Vente à distance sur catalogue général	412	- 25,8	+ 18,2
5911A - Production de films et de programmes pour la télévision	40	- 24,5	+ 11,4
7311Z - Activités des agences de publicité	47	- 24,2	- 0,5
6202B - Tierce maintenance de systèmes et d'applications informatiques	38	- 22,4	+ 4,4
4334Z - Travaux de peinture et vitrerie	145	- 21,2	+ 0,2
4322B - Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	69	- 18,8	+ 3,5
4782Z - Comm. de détail de textiles, habillement etc. sur éventaires et marchés	58	- 18,3	- 5,3
9329Z - Autres activités récréatives et de loisirs	217	- 17,8	+ 12,1
7010Z - Activités des sièges sociaux	44	- 17,0	+ 14,2
4120A - Construction de maisons individuelles	161	- 15,3	+ 5,4
4781Z - Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés	69	- 12,7	- 3,5
7490B - Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	155	- 12,4	+ 6,3
4779Z - Commerce de détail de biens d'occasion en magasin	65	- 12,2	+ 19,0
4941A - Transports routiers de fret interurbains	131	- 12,1	+ 22,2

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, leur variance dans le temps peut être très forte. Pour ne pas biaiser le classement par ces données peu significatives, seules sont retenues les activités qui comptabilisent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours, soit 33 créations d'entreprises dans l'Essonne.

Champ : Essonne, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par nature juridique

Principaux indicateurs de la création d'entreprise par nature juridique

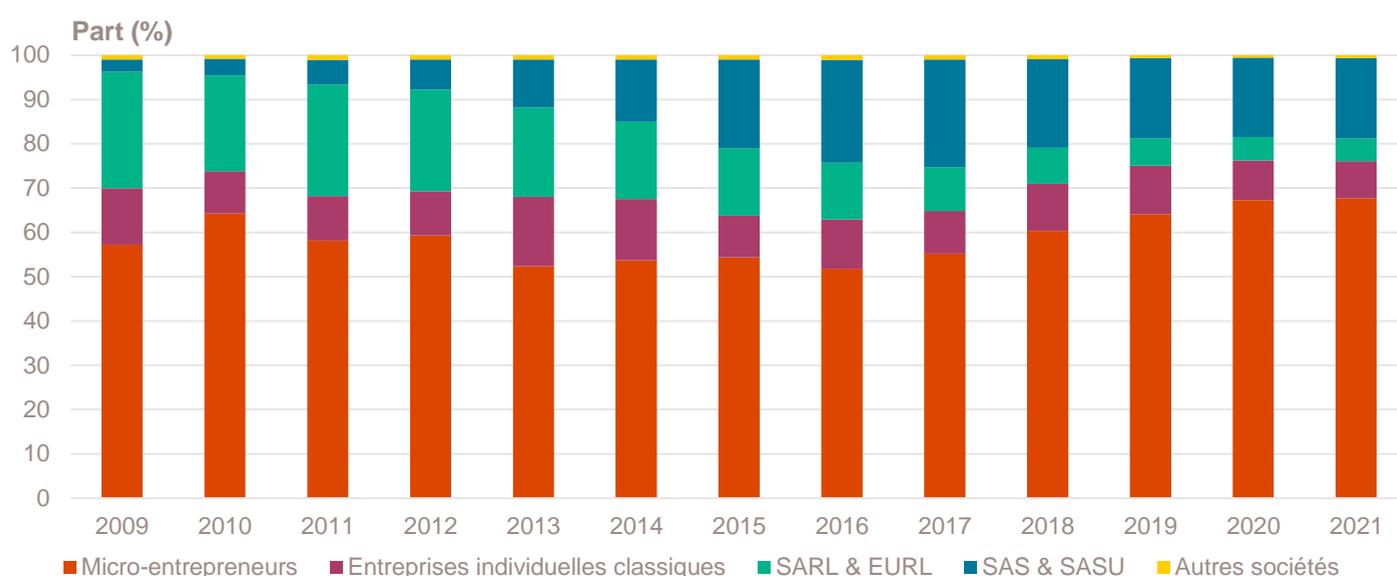
Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)
Entreprises individuelles	16 576	76,0	+ 10,7	+ 7,5
Micro-entrepreneurs	14 762	67,7	+ 11,8	+ 8,2
Entreprises individuelles classiques	1 814	8,3	+ 2,8	+ 3,4
Sociétés	5 225	24,0	+ 12,2	+ 4,4
SARL & EURL	1 125	5,2	+ 9,0	- 7,9
SAS & SASU	3 963	18,2	+ 12,8	+ 26,4
SCI	17	0,1	+ 70,0	+ 0,0
Autres ^a	120	0,6	+ 16,5	+ 2,1
Total Essonne	21 801	100,0	+ 11,1	+ 6,6

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Essonne, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

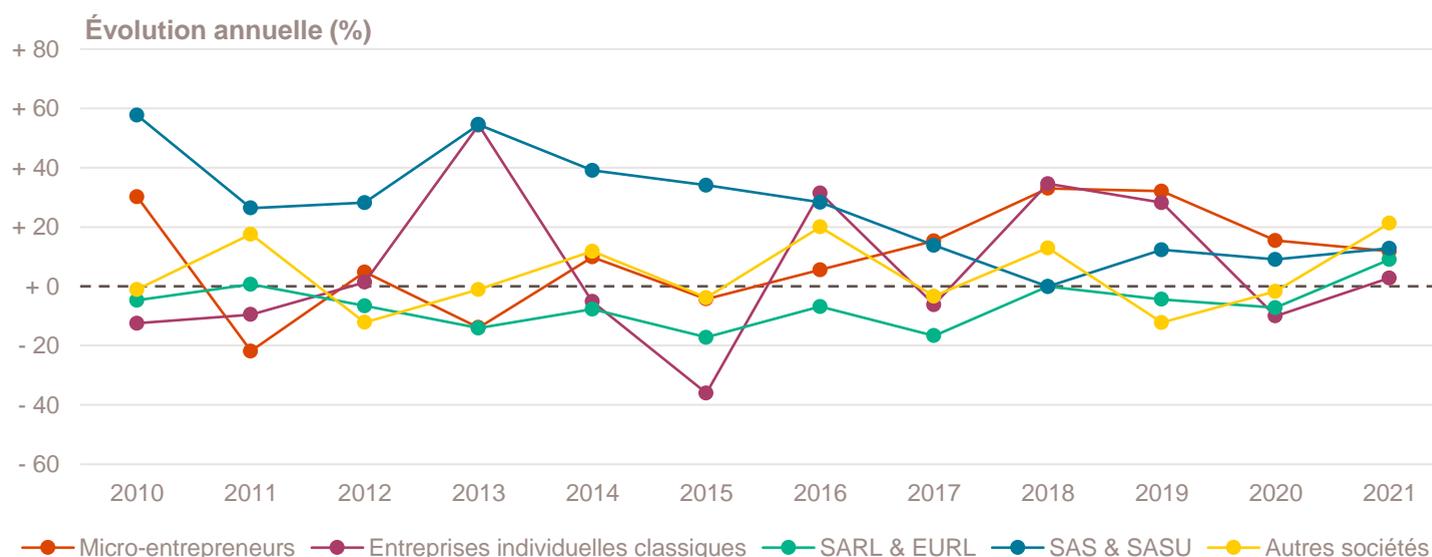
Création d'entreprise par nature juridique depuis 2009



Champ : Essonne, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise par nature juridique depuis 2010



Champ : Essonne, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par taille et les emplois créés

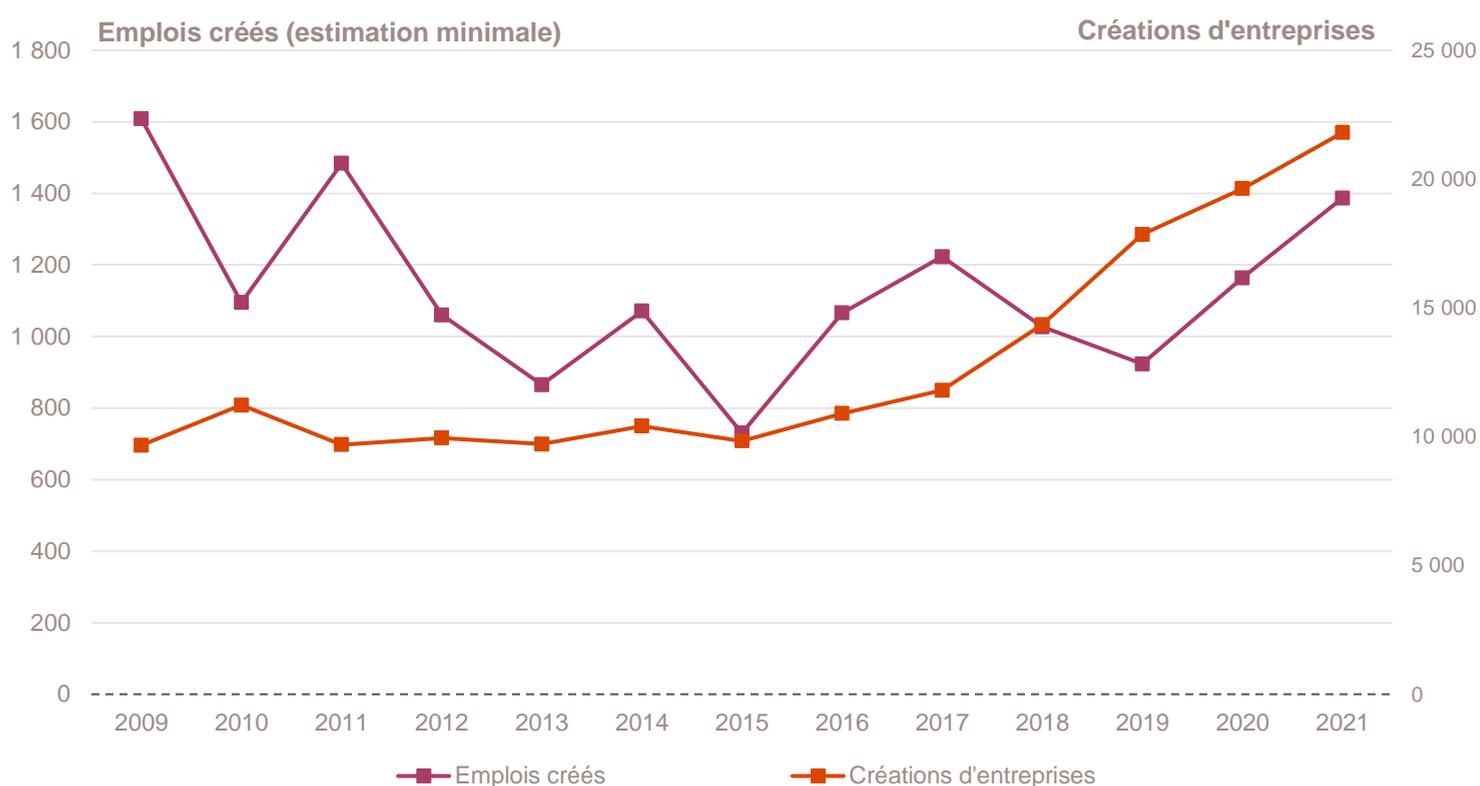
Principaux indicateurs de la création d'entreprise par taille au démarrage

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)
Non-employées (sans salarié)	21 357	98,0	+ 11,0	+ 7,0
Employées	444	2,0	+ 15,9	- 3,3
1 à 2 salariés	306	1,4	+ 12,9	- 3,6
3 à 5 salariés	39	0,2	+ 11,4	- 5,6
6 à 9 salariés	9	0,0	+ 12,5	- 8,4
10 salariés et plus	90	0,4	+ 30,4	+ 0,8
Total Essonne	21 801	100,0	+ 11,1	+ 6,6

Champ : Essonne, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Emplois créés *a minima* par les nouvelles entreprises au démarrage



Note de lecture : à défaut de connaître le nombre exact de salariés à la création des entreprises, la base REE indique la tranche du nombre de salariés à la création. En prenant la borne basse de chaque intervalle, il est donc possible d'estimer le nombre minimal d'emplois créés par les créations d'entreprises dans le département.

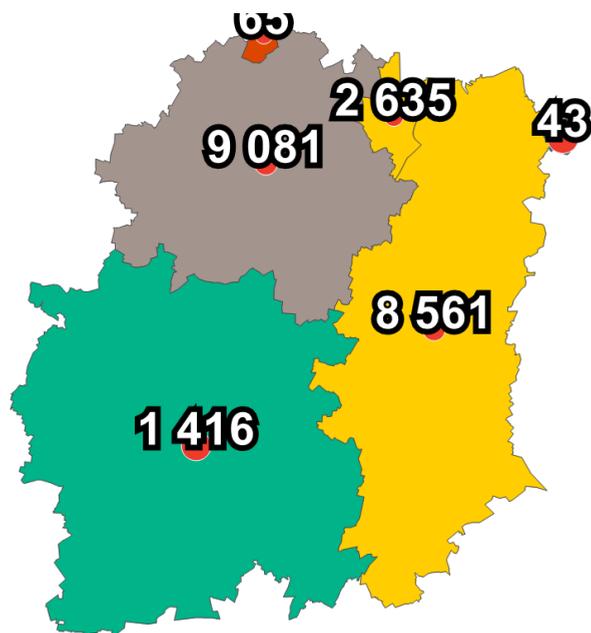
Lecture : en 2021, au moins 1 387 emplois ont été créés dans l'Essonne par les entreprises créées dans l'année, soit une hausse de + 19,2 % par rapport à 2020 et une baisse de - 2,9 % en moyenne tous les ans entre 2009 et 2020.

Champ : Essonne, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus zones d'emploi

Carte départementale de l'évolution de la création d'entreprise par zone d'emploi



Évolution de la zone d'emploi par rapport à son département

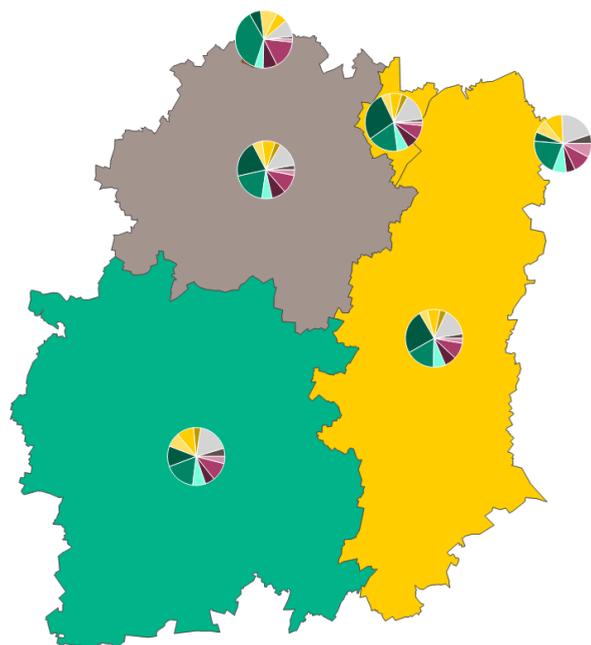


Note de lecture : pour les zones d'emploi à cheval sur plusieurs départements, le nombre indiqué ne concerne que la partie située dans le département.

Champ : Essonne, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Carte départementale de la création d'entreprise par secteur d'activité et par zone d'emploi



Répartition par secteur d'activité



Évolution de la zone d'emploi par rapport à son département



Note de lecture : pour les zones d'emploi à cheval sur plusieurs départements, le nombre indiqué ne concerne que la partie située dans le département.

Champ : Essonne, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus communes

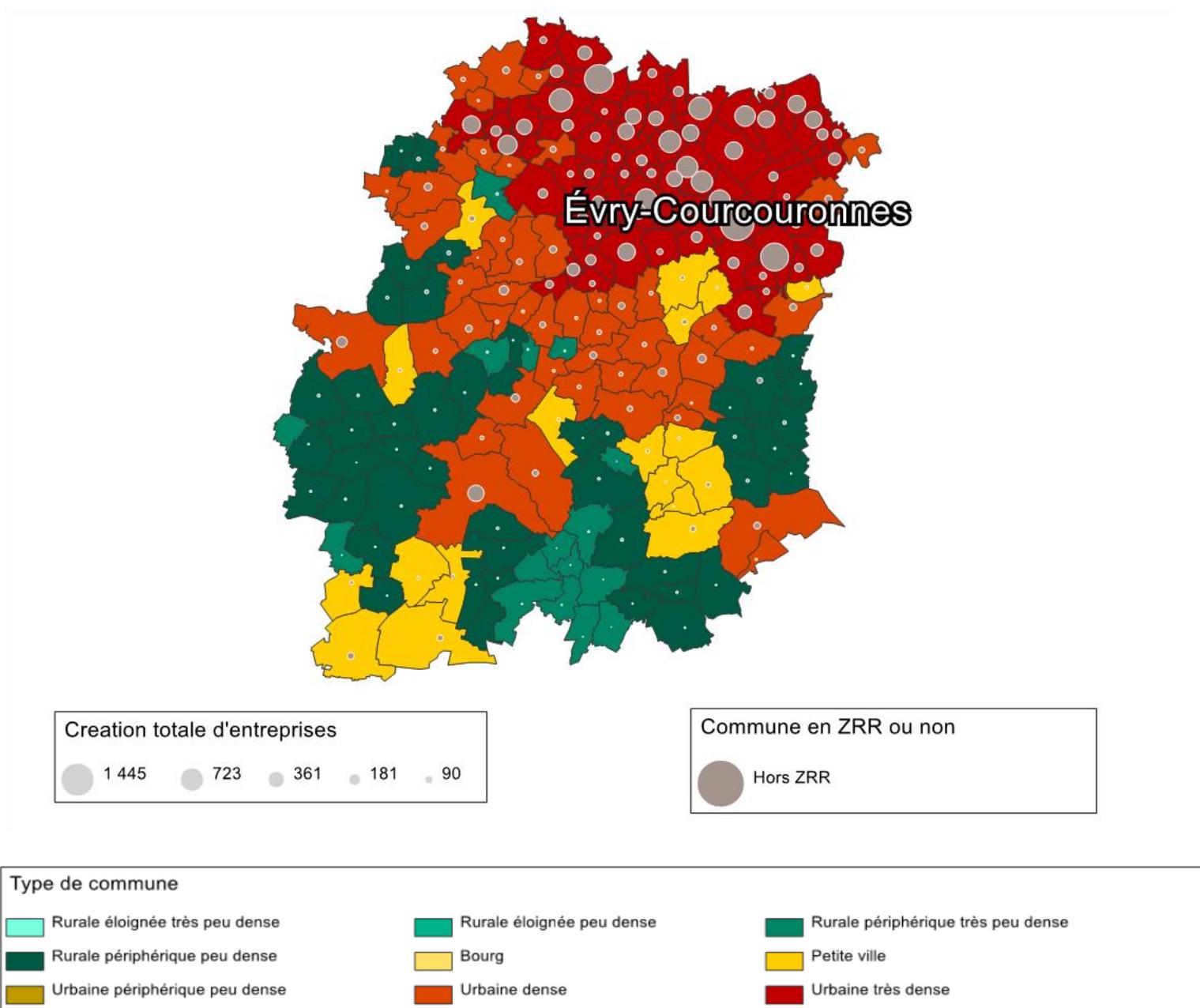
Création d'entreprise par type de commune

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Part de la création en ZRR (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)	Taux de renouvellement (‰)
Rurale éloignée très peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Rurale éloignée peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Rurale périphérique très peu dense	53	0,2	0,0	+ 39,5	+ 2,2	173
Rurale périphérique peu dense	431	2,0	0,0	+ 20,7	+ 1,3	181
Bourg	0	0,0	---	---	---	---
Petite ville	434	2,0	0,0	+ 15,7	+ 4,1	183
Urbaine périphérique peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Urbaine dense	2 361	10,8	0,0	+ 16,7	+ 3,7	189
Urbaine très dense	18 522	85,0	0,0	+ 10,0	+ 7,3	242
Total Essonne	21 801	100,0	0,0	+ 11,1	+ 6,6	232

Champ : Essonne, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Carte départementale de la création d'entreprise par type de commune et par ZRR



Champ : Essonne, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

Création d'établissement par QPV

Année 2019	Nombre de créations d'établissements	Création pour 10 000 habitants	Taux de renouvellement (‰)
QP091001 - Le Bois Des Roches	13	117	342
QP091002 - Les Tarterêts	69	124	268
QP091003 - Montconseil	115	163	361
QP091004 - La Nacelle	17	102	607
QP091005 - Rive Droite	34	281	218
QP091006 - Quartier Ouest	57	104	425
QP091007 - Les Ardrets	25	164	595
QP091008 - Les Aunettes	17	125	850
QP091009 - La Grange Aux Cerfs	10	83	256
QP091010 - Les Aunettes	69	127	439
QP091011 - Les Hautes Mardelles	34	136	567
QP091012 - Plaine - Cinéastes	78	118	398
QP091013 - Le Vieillet	10	72	385
QP091014 - Bel Air - Rocade	28	125	700
QP091015 - Bièvre Poterne - Zola	29	124	392
QP091016 - Le Canal	75	153	355
QP091017 - Pyramides - Bois Sauvage	230	179	239
QP091018 - Les Aunettes	51	185	425
QP091019 - Champrier Du Coq	42	129	353
QP091020 - Petit Bourg	21	163	362
QP091021 - Le Parc Aux Lièvres	22	101	319
QP091022 - Les Passages	46	228	200
QP091023 - Les Epinettes	50	202	459
QP091024 - Champs Elysées	20	140	313
QP091025 - Le Plateau	66	121	353
QP091026 - La Grande Borne - Le Plateau	170	103	260
QP091027 - Grigny 2	151	113	299
QP091028 - Le Noyer Renard	71	155	397
QP091029 - Clos Nollet	20	157	526
QP091030 - Grand Vaux	77	174	487
QP091031 - Les Bergeries	37	133	493
QP091032 - La Forêt	31	115	397
QP091033 - La Croix Blanche	69	123	345
QP091034 - La Prairie De L'Oly	39	114	386
QP091035 - Quartier Sud	9	99	600
QP091036 - Le Tiec	15	106	429
QP091037 - Plateau De Guinette	24	97	353
QP091038 - La Croix De Vernailles	17	104	607
QP091039 - Opéra	57	159	452
Total QPV dans l'Essonne	2 015	134	337

Note de lecture : le taux de renouvellement par QPV correspond au rapport pour mille (‰) du nombre de créations d'établissements d'entreprises au cours de l'année 2019 (dernière année disponible) sur le stock d'établissements existants cette même année dans le secteur marchand non agricole de chaque QPV. Etant donné que ce taux de renouvellement est calculé avec le nombre de créations d'établissements en 2019, il n'est pas comparable avec celui calculé précédemment pour le département.

Champ : Essonne, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, données sur les QPV). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Note méthodologique

Sources et définitions

Source des données

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), des résultats des recensements de la population (RP) et des données sur les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), tous les quatre mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; des données de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) pour les communes en Zones de revitalisation rurale (ZRR), en Action cœur de ville (ACV), en zones d'Aide à finalité régionale (AFR) et les Petites villes de demain (PVD) ; et de la base de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'Éducation nationale (MENJS) pour la typologie des communes.

Définition du champ d'analyse

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des activités marchandes non agricoles, autrement dit, sur les activités de l'industrie, du commerce et des services. Ils concernent le département de l'Essonne.

La définition des créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Dans le cas des micro-entrepreneurs, les créations ne peuvent être dénombrées au sens du concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité.

Micro-entrepreneur

Depuis le 19 décembre 2014, le terme de micro-entrepreneur requalifie le régime de l'auto-entrepreneur mis en place au 1^{er} janvier 2009. De nouvelles dispositions s'appliquent, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014. Sont ainsi définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié. Il ne faut donc pas les confondre avec la catégorie des microentreprises définie par la loi de modernisation de l'économie de 2008.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Entreprise classique

Ce terme définit l'ensemble des entreprises (individuelles et sociétés) hors régime du micro-entrepreneur (ex-auto-entrepreneur).

Taille des entreprises

Elle est définie par le nombre de salariés au démarrage de l'activité de l'entreprise. Certaines années, la donnée peut être manquante pour quelques entreprises.

Typologie des communes

Une typologie des communes en neuf catégories a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, surtout pour décrire les zones rurales.

Neuf catégories sont ainsi définies :

- Rurale éloignée très peu dense
- Rurale éloignée peu dense
- Rurale périphérique très peu dense
- Rurale périphérique peu dense
- Bourg
- Petite ville
- Urbaine périphérique peu dense
- Urbaine dense
- Urbaine très dense

[Accéder au rapport sur la typologie des communes pour décrire le système éducatif.](#)

Zone de revitalisation rurale (ZRR)

Les Zones de revitalisation rurale (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. La liste est fixée par arrêté et le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales.

Sont considérées en ZRR, toutes communes intégralement ou partiellement classées en ZRR dans le découpage de l'ANCT selon le Code officiel géographique (COG) au 1^{er} janvier 2021.

[Pour en savoir plus, voir les pages dédiées aux ZRR sur le site de la DGE.](#)

Zone d'aide à finalité régionale (AFR)

Les zones d'Aide à finalité régionale (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement. Le zonage des AFR est fixé par décret. Il délimite les zones dans lesquelles les pouvoirs publics, État et collectivités locales, ont pu allouer des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Sont considérées en AFR, toutes les communes intégralement (à taux majoré ou non) ou partiellement classées en AFR dans le découpage de l'ANCT des communes selon le Code officiel géographique (COG) du 1^{er} janvier 2021.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Petite ville de demain (PVD) & Action coeur de ville (ACV)

Le programme Petites villes de demain (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour mettre en oeuvre leurs projets de revitalisation. Le programme Action coeur de ville (ACV) vise à faciliter et à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en coeur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)

Les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) sont des territoires d'intervention du ministère de la Ville, définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Leur liste et leurs contours ont été élaborés par l'ANCT.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Zone d'emploi

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main-d'oeuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage en zone d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Le zonage définit aussi des territoires pertinents pour les diagnostics locaux et peut guider la délimitation de territoire pour la mise en oeuvre des politiques territoriales initiées par les pouvoirs publics ou les acteurs locaux.

Calculs

Estimation des emplois créés

La base REE ne permet de connaître la taille de l'entreprise à la création (en nombre de salariés) que par tranche. Le nombre exact de salarié n'étant pas connu, une estimation est nécessaire quant à la création d'emplois engendrée par ces créations d'entreprises. Afin de ne pas surestimer les créations d'emplois, notamment dans les tranches élevées (par exemple, la catégorie « 50 à 99 salariés »), et de se baser sur un minimum, la borne basse de chaque classe est retenue. Ainsi, une création dans la classe « 6 à 9 salariés » comptera pour 6 créations d'emplois *a minima*.

Top des activités en croissance ou décroissance du nombre de création

Sur les 735 activités répertoriées par la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart compte peu de créations voire aucune de façon structurelle, dans chaque territoire. Pour éviter que quelques créations, qui n'interviennent que rarement, ne viennent biaiser les chiffres avec des variations brusques, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours dans le département. Ce chiffre varie donc pour chaque département.

Taux de croissance annuel moyen (TCAM)

Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de *n* années. Le TCAM est plus approprié que le taux de variation annuelle (qui compare l'évolution d'une année sur l'autre) lorsqu'il s'agit de comparer l'évolution d'un indicateur sur des périodes de durées différentes.

Exemple : un TCAM de + 2 % entre 2000 et 2010, signifie une croissance moyenne de + 2 % chaque année, pendant les dix années séparant 2000 et 2010. Dans ce cas, le taux de variation annuelle sera de + 22 % (la variation entre 2000 et 2010), avec une évolution moyenne de + 2 % tous les ans, pendant 10 ans.

2009 comme année d'ancrage

En complément du taux de croissance annuel, le taux de croissance annuel moyen sur 2009-2019 est communiqué dans la plupart des tableaux. Cette information permet de comparer l'évolution sur la dernière année par rapport à l'évolution annuelle sur le long terme. L'année 2009 est choisie comme année d'ancrage, car il s'agit d'une année charnière, d'une part, avec l'introduction du régime du micro-entrepreneur (ex-auto-entrepreneur) et, d'autre part, avec le retournement de cycle lié à la crise de 2008.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 18/02/2022.

ISSN en cours.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise dans l'Essonne, Fiche statistique pour l'année 2021. Bpifrance Création, février 2022. »

[Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.](#)